ADV. - 1 - L. 6441/1.

Coordinations (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 6 novembre 1958, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 3 avril 1929 organique de la sûreté publique", a donné le 8 décembre 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 6e november 1958 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 april 1929 houdende inrichting van de openbare veiligheid", heeft de 8e december 1958 het volgend advies gegeven :

Le projet appelle les observations suivantes :

L'alinéa 3 du préambule devrait figurer en deuxième ordre et se lire :

"Vu l'arrêté royal du 3 avril 1929 qui porte organisation de la sûreté publique, modifié notamment par l'arrêté royal du 13 avril 1937, par l'arrêté du Régent du 18 juillet 1949 et par les arrêtés royaux du 6 décembre 1954 et du 28 janvier 1956;".

A l'alinéa 2, il y a lieu de viser l'arrêté royal du 28 janvier 1956,dont l'article 10 a modifié l'arrêté du Régent du 30 mai 1949. Cet alinéa se terminerait donc comme suit : "... modifié par les arrêtés royaux du 12 décembre 1952, du 28 janvier et du 21 février 1956;".

Il conviendrait en outre de viser l'accord du Premier Ministre, et de mentionner la date de cet accord.

La phrase liminaire de l'article 1er devrait être complétée ainsi qu'il a été dit pour l'alinéa 3 du préambule et se lire:"Le chapitre II, intitulé "De la discipline",de l'arrêté royal du 3 avril 1929 qui porte organisation de la sûreté publique, modifié notamment par l'arrêté royal du 13 avril 1937, par l'arrêté du Régent du 18 juillet 1949 et par les arrêtés royaux du 6 décembre 1954 et du 28 janvier 1956, est remplacé par les dispositions suivantes ...".

.../...

Dans le nouvel article 4, il serait préférable d'écrire : "qui compromettent la dignité de leurs fonctions" au lieu de "qui compromettent la dignité de leur caractère".

A l'article 6, alinéa 1er, il existe une discordance quant à la ponctuation, entre le texte français et le texte néerlandais, à l'occasion de l'énumération des membres de la police judiciaire; dans le texte français il est fait usage de points virgules, alors que dans le texte néerlandais il est fait usage de virgules. Il y aurait lieu d'unifier cette ponctuation.

La fin du même alinéa devrait être complétée comme suit : "... aux agents-inspecteurs judiciaires principaux qui sont officiers de police judiciaire".

A l'article 6, alinéa 4, il faudrait, par souci d'uniformité, remplacer les termes "mesures disciplinaires" par les termes "peines disciplinaires". Au même alinéa, les termes "au préalable" et "verbalement" devraient être omis.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 7 comme suit :

"Article 7.-

§ 1er. La suspension de huit jours au moins à six mois au plus avec privation de traitement est infligée par le Ministre de la Justice, sur proposition du procureur général près la cour d'appel dans le ressort de laquelle la résidence de l'intéressé est fixée.

La rétrogradation, la démission d'office et la révocation sont infligées, sur proposition du procureur général près la Cour d'appel dans le ressort de laquelle la résidence de l'intéressé est fixée :

- par le Ministre de la Justice,

aux agents-inspecteurs judiciaires principaux, agents-inspecteurs judiciaires, agents judiciaires;

aux opérateurs principaux et opérateurs de laboratoire de police scientifique;

- par le Roi,

aux officiers commissaire général, commissaires en chef, commissaires principaux et commissaires aux délégations judiciaires, aux officiers judiciaires, aux chefs de laboratoire de Bruxelles et de province et au chef du service radiotechnique.

§ 2. Le procureur général fait connaître à l'intéressé la peine qu'il a l'intention de proposer.

Dans les dix jours de cette communication, l'intéressé peut demander au procureur général à être entendu par le comité régulateur des polices judiciaires".

En raison de la longueur de l'article 8 du projet, le Conseil d'Etat propose de scinder cet article en plusieurs dispositions qui porteraient les numéros 8, 8 bis, 8 ter, etc ...

Selon l'article 8, § 1er, 2°, les organisations syndicales sont appelées à désigner "cinq membres officiers ou cinq membres inspecteurs des polices judiciaires des parquets".

.../...

Le personnel technique des laboratoires et le chef du service radiotechnique n'étant pas expressément visés par le projet, il y a lieu de se demander si leur désignation éventuelle pourrait être agréée par le Ministre.

Pour les chefs de laboratoire, la question est résolue par l'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 10 avril 1958 relatif au personnel technique des laboratoires de la police scientifique. En effet, selon cette disposition, les chefs de laboratoire ont la qualité d'officier judiciaire.

Quant aux opérateurs principaux de laboratoire et aux opérateurs de laboratoire, l'arrêté royal du 10 avril 1958 ne donne pas de solution. En effet, la disposition selon laquelle ils ont la qualité "d'agent judiciaire" est insuffisante pour les assimiler au grade d'inspecteur requis par le projet pour siéger au comité régulateur.

Le chef du service radiotechnique ne pourra non plus siéger au comité régulateur, puisque aucun texte ne lui donne la qualité d'officier.

Si le Gouvernement entend ne pas exclure les membres du personnel technique des personnes susceptibles de siéger au comité régulateur, il devrait compléter le texte du projet par une disposition qui pourrait être rédigée comme suit : "Pour l'application de la présente disposition, sont considérés : comme officier, le chef

.../...

du service radiotechnique; comme inspecteurs, les opérateurs principaux de laboratoire (éventuellement ajouter : et les opérateurs de laboratoire)".

+

+ +

Selon l'article 8, § 1er, 2°, les délégués des organisations syndicales siégeant au comité régulateur doivent être officiers lorsque le comparant est officier, chef de laboratoire ou chef du service radiotechnique.

Le projet ne précise, par contre, pas si les délégués doivent être des inspecteurs lorsque le comparant appartient à la catégorie des agents judiciaires.

Il résulte des renseignements donnés au Conseil d'Etat que le cas des membres du personnel appartenant à la catégorie des agents judiciaires doit être examiné par des inspecteurs et non pas par des officiers.

Le projet, tel qu'il est rédigé, étant susceptible d'une autre interprétation, il y a lieu de le préciser.

+

+ +

.../...

L'article 8, § 2, du projet dispose notamment : "Si l'intéressé, dûment convoqué, justifie d'un empêchement légitime, l'affaire peut, à sa demande, être remise à une date ultérieure".

Cette disposition est superflue. Le président peut, sans texte réglementaire, remettre une affaire lorsque le comparant justifie d'un empêchement légitime. D'ailleurs l'alinéa suivant implique le droit pour le président de remettre l'affaire lorsque l'absence est justifiée par une "excuse valable".

\+

\+ \+

Selon l'article 8, § 2, le comité régulateur doit se prononcer en premier lieu sur la question de savoir si le comparant est ou n'est pas coupable. Ce vote doit, selon le projet, avoir lieu au scrutin secret. Si le comité admet la culpabilité, il est tenu de voter sur la peine disciplinaire. Il n'est pas prévu que ce vote doit avoir lieu au scrutin secret.

Le projet dispose encore que l'avis motivé "mentionne le nombre de voix par lequel les votes ont été acquis". Par "les votes", le projet vise le vote sur la culpabilité et le vote sur la peine.

La manière selon laquelle le comité doit voter présente un caractère hybride. En effet, le vote sur la culpabilité a lieu au scrutin secret, tandis que le vote sur la peine n'a pas lieu au scrutin secret. D'autre part,

le nombre de voix de l'un comme de l'autre vote doit être mentionné dans l'avis qui est donné au Ministre, et dont il sera loisible au comparant de prendre connaissance.

Il semble que, dans certains cas au moins, le secret du vote sur la culpabilité ne sera pas entièrement sauvegardé, de telle sorte que le but principal du scrutin secret, qui est de permettre au votant de se prononcer en toute indépendance, ne sera pas atteint.

L'article 8, § 2, prévoit aussi le cas où le comité régulateur est composé d'un nombre pair de membres et où la moitié des membres se prononce pour une sanction et l'autre pour une ou plusieurs autres sanctions.

Ce texte implique que les membres du comité devront délibérer aussi longtemps que la moitié au moins d'entre eux ne se seront pas mis d'accord sur une peine déterminée.

\+

\+ \+

Le projet ne comporte aucune disposition relative à la suspension préventive.

En effet, le projet abroge l'article 9, § 2, de l'arrêté royal du 3 avril 1929, tel qu'il fut modifié par l'arrêté royal du 6 décembre 1954. Cet article 9, § 2, était relatif à la suspension préventive.

Il résulte des renseignements donnés au Conseil d'Etat que cette abrogation est le résultat d'une erreur.

Il y aurait donc lieu de reproduire la disposition envisagée sous un article 8 quinquies, qui devrait tenir compte du fait que le projet prévoit une nouvelle peine, savoir la démission d'office.

\+

\+ \+

L'article 9, alinéas 2 et 3, prévoit que le comité régulateur établit son règlement de procédure. Ce règlement doit, selon le projet, être délibéré en séance plénière de vingt membres. Ceci suppose que la section française et la section néerlandaise se réunissent et que les dix membres de chaque section soient présents.

La réunion des vingt membres sera impossible si, par exemple, les organisations syndicales ne désignent pas leurs délégués. Ce cas, qui est envisagé par l'article 8, § 2, du projet, devrait également être prévu ici.

Les deux derniers alinéas de l'article 9 du projet feraient l'objet d'un article 8 sexies.

+

\+ +

L'article 9, alinéa 1er, dispose que les indemnités pour frais de séjour et de parcours sont accordées au défenseur s'il est membre des polices judiciaires ou délégué d'une organisation syndicale.

Selon l'article 8, § 2, du projet, le comparant peut se faire assister par un avocat ou par un membre des polices judiciaires en activité de service ou pensionné.

L'article 9 devrait être mis en concordance avec cette disposition.

.../...

Le Conseil d'Etat propose pour les articles 8 et 9, qui font l'objet de l'article 1er du projet, le texte suivant :

"Article 8.-

§ 1er. Lorsqu'il siège en matière disciplinaire, le comité régulateur comprend une section d'expression française et une section d'expression néerlandaise.

Chaque section est présidée par un procureur général d'un autre ressort que celui dans lequel est fixée la résidence du comparant. Le président n'a pas voix délibérative.

Chaque section se compose, outre le président, de dix membres, à savoir :

1° cinq magistrats qui sont :

- dans la section française :
  le procureur général qui propose la peine et les procureurs du Roi près les tribunaux de première instance de Bruxel es, de Liège, de Charleroi et de Mons. Si la résidence du comparant est fixée dans la province de Namur, le procureur du Roi de Namur remplace celui de Charleroi;
- dans la section néerlandaise :
  le procureur général qui propose la peine et les procureurs du Roi près les tribunaux de première instance d'Anvers, de Bruges, de Bruxelles et de Gand. Si la résidence du com-

.../...

parant est fixée dans le Limbourg, le procureur du Roi de Bruges est remplacé par le procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel le comparant a sa résidence;

2° cinq membres ayant la qualité d'officier, ou cinq membres ayant la qualité d'inspecteur des polices judiciaires des parquets.

Les membres officiers siègent lorsque le comparant est officier, chef de laboratoire ou chef du service radiotechnique.

Les membres inspecteurs siègent lorsque le comparant appartient à la catégorie des agents ou lorsqu'il est opérateur principal ou opérateur de laboratoire.

§ 2. Les membres visés au § 1er, 2°, sont désignés par les organisations syndicales des officiers et agents judiciaires près les parquets, représentées au Comité de consultation syndicale des polices judiciaires des parquets, proportionnellement à leur représentation dans ce comité.

Les membres désignés par les organisations syndicales doivent être agréés par le Ministre. Celui-ci peut refuser l'agréation, après avoir pris l'avis du comité de consultation syndicale des polices judiciaires des parquets.

.../...

Le mandat des membres désignés par les organisations syndicales prend fin trois mois après l'installation du comité de consultation syndicale des polices judiciaires des parquets.

§ 3. Les membres du comité régulateur ont chacun un ou plusieurs suppléants.

Les suppléants des magistrats sont désignés par le Ministre de la Justice, sur proposition des procureurs généraux près les cours d'appel, parmi les membres des parquets de chaque cour d'appel et de chacun des tribunaux de première instance visés au § 1er, 1°.

Les suppléants des officiers et des inspecteurs des polices judiciaires sont désignés de la même manière que les membres effectifs.

§ 4. Chaque section comprend un secrétaire rapporteur. Il n'a pas voix délibérative.

Il est désigné dans chaque affaire par le procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles parmi les membres de son parquet.

.../...

Article 8bis.-

Lorsque l'intéressé demande à êtreentendu par le comité régulateur, le procureur général saisit de l'affaire celle des sections du comité qui correspond au rôle linguistique de l'intéressé. Il transmet à cette section le dossier complet de l'affaire ainsi que le dossier administratif reposant à la police judiciaire.

Les dossiers sont tenus à la disposition de l'intéressé et de son défenseur pendant huit jours ouvrables au moins, aux lieu, dates et heures déterminés par le règlement d'ordre intérieur.

L'intéressé comparaît en personne. Il peut se faire assister d'un avocat ou d'un membre des polices judiciaires des parquets en activité de service ou pensionné. Si le défenseur est membre des polices judiciaires en activité de service, il ne peut, à aucun titre, faire partie d'une des deux sections.

Si, régulièrement convoqué, l'intéressé s'abstient de comparaître sans excuse valable, la section se considère comme dessaisie et transmet les dossiers au Ministre de la Justice.

Article 8ter.-

Les sections siègent valablement lorsque, après convocation régulière, six membres au moins sont présents.

.../...

Toutefois, elles peuvent siéger quel que soit le nombre des membres présents, lorsque les organisations syndicales n'ont pas désigné leurs délégués dans le mois de la date de l'invitation qui leur a été adressée.

Article 8quater.-

§ 1er. La section saisie procède au vote sur la question de savoir si le comparant est ou n'est pas coupable. Ce vote a lieu au scrutin secret.

Lorsque la section ne se prononce pas pour la culpabilité ou en cas de parité de voix, le président transmet au Ministre de la Justice le procès-verbal de la séance en même temps que les dossiers de l'affaire.

Lorsque la section s'est prononcée pour la culpabilité, il est procédé au vote sur la peine disciplinaire à infliger au comparant. L'avis donné est motivé.

Il mentionne le nombre de voix par lequel les votes ont été acquis.

Si le comité régulateur est composé d'un nombre pair de membres et lorsque la moitié de ses membres se prononce pour une sanction et l'autre pour une ou plusieurs autres sanctions, l'avis mentionne le nombre de voix par lequel chacune des sanctions a été proposée.

.../...

L'avis motivé et les dossiers de l'affaire sont transmis au Ministre de la Justice par le président.

§ 2. Le comparant et son défenseur sont admis à prendre connaissance, au Ministère de la Justice, de l'avis émis.

Le Roi ou le Ministre de la Justice, selon le cas, motive toute décision non conforme à l'avis émis; une copie de l'arrêté royal ou de l'arrêté ministériel est envoyée au président de la section qui a donné l'avis.

Article 8quinquies.-

L'officier judiciaire ou l'agent judiciaire qui est l'objet d'une poursuite répressive ou d'une enquête disciplinaire peut être suspendu préventivement de ses fonctions par mesure d'ordre. La suspension préventive n'est pas une peine disciplinaire.

Elle peut être prononcée par le Ministre de la Justice ou par le procureur général pour un terme d'un mois. Elle peut être prolongée par le Ministre de la Justice après avis motivé du procureur général. Toutefois, lorsque la durée de la suspension excède trois mois, le Ministre de la Justice prend l'avis motivé du comité régulateur des polices judiciaires siégeant comme en matière disciplinaire.

La suspension préventive ne comporte suspension totale ou partielle du paiement du traitement que si le Ministre de la Justice en décide ainsi .

.../...

La suspension du paiement du traitement ne peut excéder trois mois sans qu'ait été pris l'avis du comité régulateur siégeant comme en matière disciplinaire.

Lorsque la révocation ou la démission d'office est prononcée pour les faits ayant motivé la suspension préventive, les traitements dont le paiement avait été suspendu ne sont pas dus. Si la suspension préventive est convertie en peine disciplinaire de la suspension ou si une autre peine disciplinaire est prononcée, le traitement n'est pas dû pour la période de suspension préventive correspondant à la durée de la privation de traitement résultant de la peine disciplinaire.

Article 8sexies.-

Le comité régulateur établit les règles de procédure qu'il entend observer lorsqu'il siège en matière disciplinaire et les soumet à l'approbation du Ministre de la Justice.

Pour établir ces règles, le comité se réunit en séance plénière de vingt membres. Toutefois, il siège, quel que soit le nombre des membres présents, lorsque les organisations syndicales n'ont pas désigné leurs délégués dans le mois de la date de l'invitation qui leur a été adressée.

.../...

Article 9.-

Des indemnités pour frais de séjour et de parcours, calculées suivant les dispositions réglementaires, sont accordées au président, aux membres, au défenseur s'il est membre des polices judiciaires en activité ou pensionné, ainsi qu'au comparant s'il est absous. Si le comparant n'est pas absous, l'indemnité pour frais de parcours peut seule être accordée".

\+

\+ +

Les articles 2 et 3 du projet seraient mieux rédigés comme suit :

"Article 2.-

L'article 2, 4°, alinéa 1er, de l'arrêté du Régent du 30 mai 1949, modifié par les arrêtés royaux du 28 janvier 1956 et du 21 février 1956, est remplacé par la disposition suivante :

"il donne son avis en matière disciplinaire lorsque cet avis est requis par les dispositions qui y sont relatives".

Article 3.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge".

---

Bij het ontwerp zijn de volgende opmerkingen te maken :

Het derde lid van de aanhef behoort op de tweede plaats te komen. Men leze het als volgt :

"Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1929 houdende inrichting van de openbare veiligheid, gewijzigd inzonderheid bij het koninklijk besluit van 13 april 1937, bij het besluit van de Regent van 18 juli 1949 en bij de koninklijke besluiten van 6 december 1954 en 28 januari 1956;".

In het tweede lid behoort te worden verwezen naar het koninklijk besluit van 28 januari 1956, waarvan artikel 10 het besluit van de Regent van 30 mei 1949 heeft gewijzigd. Dit lid zou dan als volgt eindigen : "... gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 december 1952, 28 januari en 21 februari 1956;".

Bovendien verwijze men naar het akkoord van de Eerste-Minister met vermelding van de datum waarop dit akkoord is gegeven.

De inleidende volzin van artikel 1 dient te worden aangevuld zoals gezegd is voor het derde lid van de aanhef. Men leze die als volgt :
"Hoofdstuk II - Tucht - van het koninklijk besluit

.../...

van 3 april 1929 houdende inrichting van de openbare veiligheid, inzonderheid gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 april 1937, bij het besluit van de Regent van 18 juli 1949 en bij de koninklijke besluiten van 6 december 1954 en 28 januari 1956, wordt door de volgende bepalingen vervangen ...".

In het nieuwe artikel 4 vervange men de woorden "die de waardigheid van hun opdracht in het gedrang brengen" door de woorden "die de waardigheid van hun ambt in het gedrang brengen".

In artikel 6, eerste lid, verschilt de interpunctie van de Nederlandse tekst van die van de Franse bij de opsomming van de leden van de gerechtelijke politie ; in de Franse tekst zijn kommapunten, in de Nederlandse komma's gebruikt. Overeenstemming is gewenst.

Aan het slot van hetzelfde lid vulle men de Franse tekst aan als volgt : "... aux agents-inspecteurs judiciaires principaux qui sont officiers de police judiciaire".

Ter wille van de eenvormigheid vervange men in artikel 6, vierde lid, de woorden "tuchtmaatregelen" door "tuchtstraffen". In hetzelfde lid schrappe men de woorden "vooraf" en "mondelinge".

.../...

De Raad van State stelt voor, artikel 7 als volgt te lezen :

"Artikel 7.-

§ 1. Schorsing voor ten minste acht dagen tot ten hoogste zes maanden met verlies van wedde wordt opgelegd door de Minister van Justitie op de voordracht van de procureur-generaal bij het Hof van beroep in het rechtsgebied waarvan de standplaats van de betrokkene is gevestigd.

Terugzetting in rang, ontslag van ambtswege en afzetting worden opgelegd, op de voordracht van de procureur-generaal bij het Hof van beroep in het rechtsgebied waarvan de standplaats van de betrokkene is gevestigd :

- door de Minister van Justitie,

  aan de gerechtelijke agenten-eerstaanwezende inspecteurs, gerechtelijke agenten-inspecteurs, gerechtelijke agenten ;

  aan de eerstaanwezende operateurs en operateurs van een laboratorium voor wetenschappelijke politie ;

- door de Koning,

  aan de officieren-commissarissen-generaal, hoofdcommissarissen, eerstaanwezende commissarissen en

.../...

commissarissen met rechterlijke opdrachten, aan de gerechtelijke officieren, aan de chefs van de laboratoria te Brussel en elders in het land en aan de chef van de radiotechnische dienst.

§ 2. De procureur-generaal geeft aan de betrokkene kennis van de straf die hij voornemens is voor te stellen.

Binnen tien dagen na die kennisgeving kan de betrokkene de procureur-generaal verzoeken om te worden gehoord door het regelingscomité van de gerechtelijke politie ".

Wegens de lengte van artikel 8 van het ontwerp, stelt de Raad van State voor dit artikel te splitsen in verschillende bepalingen, genummerd : 8, 8bis, 8ter, enz. ...

Volgens artikel 8, § 1, 2°, behoren "vijf leden-officieren of vijf leden-inspecteurs van de gerechtelijke politie bij de parketten" te worden aangewezen door de vakbondorganisaties.

Aangezien het technisch personeel van de laboratoria en de chef van de radiotechnische dienst niet uitdrukkelijk in het besluit zijn vermeld, rijst de vraag of hun gebeurlijke aanwijzing door de Minister kan worden erkend.

.../...

Voor de laboratoriumchefs is een regeling getroffen in artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 10 april 1958 betreffende het technisch personeel van de laboratoria voor wetenschappelijke politie. Deze bepaling luidt immers : "Laboratoriumchefs hebben de hoedanigheid van gerechtelijk officier".

Ten aanzien van de eerstaanwezende laboratoriumoperateurs en de laboratoriumoperateurs brengt het koninklijk besluit van 10 april 1958 echter geen oplossing. De bepaling volgens welke zij de hoedanigheid hebben van "gerechtelijk agent" is immers niet voldoende om hen in graad gelijk te stellen met inspecteur, welke graad het ontwerp als voorwaarde stelt om in het regelingscomité zitting te hebben.

Ook de chef van de radiotechnische dienst heeft geen zitting in het regelingscomité, aangezien geen enkele tekst hem de hoedanigheid van officier toekent.

Wil de Regering de leden van het technisch personeel niet uitsluiten uit de personen die zitting kunnen hebben in het regelingscomité, dan dient zij de tekst van het ontwerp aan te vullen met een bepaling als volgt : "Voor de toepassing van deze bepaling worden beschouwd : als officier, de chef van de radiotechnische dienst ; als inspecteur, de eerstaanwezende laboratoriumoperateurs (eventueel bijvoegen : en de laboratoriumoperateurs)".

\+

\+ \+

Volgens artikel 8, § 1, 2°, moeten de gemachtigden van de vakbondorganisaties die in het regelingscomité zitting hebben, officier zijn wanneer de verschijnende persoon officier, chef van een laboratorium of chef van de radiotechnische dienst is.

Daarentegen zegt het ontwerp niet, of zij inspecteur moeten zijn wanneer de verschijnende persoon tot de categorie der gerechtelijke agenten behoort.

Uit de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen blijkt, dat het geval van de personeelsleden die tot de categorie der gerechtelijke agenten behoren, door inspecteurs en niet door officieren moet worden onderzocht.

Aangezien het ontwerp in zijn huidige vorm anders kan worden geïnterpreteerd, behoort het nader te worden toegelicht.

\+

\+ \+

Artikel 8, § 2, van het ontwerp bepaalt onder meer : "Doet de behoorlijk opgeroepen betrokkene blijken van wettige verhindering, dan kan de zaak, op zijn verzoek, tot een latere datum uitgesteld worden".

.../...

Deze bepaling is overbodig. Is de betrokkene om een wettige reden verhinderd, dan kan de voorzitter, zonder dat hiervoor een reglementsbepaling nodig is, de zaak uitstellen. Het volgende lid impliceert trouwens voor de voorzitter het recht een zaak uit te stellen, wanneer de afwezigheid op een "geldige reden" gegrond is.

\+

\+ +

Volgens artikel 8, § 2, moet het regelingscomité in de eerste plaats beslissen over de vraag of de verschijnende persoon al dan niet schuldig is. Volgens het ontwerp moet de stemming geheim zijn. Bevindt het comité de betrokkene schuldig, dan moet het over de tuchtstraf stemmen. Het ontwerp bepaalt niet, dat deze stemming geheim moet zijn.

Het ontwerp zegt nog dat het gemotiveerd advies "vermeldt met hoeveel stemmen vóór of tegen de uitslag bekomen werd". Met de woorden "de uitslag" duidt het ontwerp op de stemming over de schuld en de stemming over de straf.

De wijze waarop het comité moet stemmen, is tweeslachtig. De stemming over de schuld is immers geheim, de stemming over de straf is het niet. Anderzijds moet het aan de Minister gezonden advies waarvan de betrokkene kennis kan nemen, zowel voor de ene als voor de andere stemming vermelden met hoeveel stemmen het werd uitgebracht.

.../...

Het schijnt dat, althans in sommige gevallen, het geheim der stemming over de schuld niet ten volle zal zijn gewaarborgd, zodat het voornaamste doel van de geheime stemming, namelijk dat de leden een volledig onafhankelijke stem moeten kunnen uitbrengen, niet wordt bereikt.

Artikel 8, § 2, van het ontwerp betreft ook het geval dat het regelingscomité uit een even aantal leden is samengesteld en dat de helft van zijn leden zich uitspreekt voor een tuchtstraf en de andere voor één of meer andere tuchtstraffen.

Dit betekent, dat de leden van het comité zullen moeten beraadslagen zolang ten minste de helft onder hen geen overeenstemming bereiken over een bepaalde straf.

\+

\+ \+

Het ontwerp bevat geen enkele bepaling betreffende de preventieve schorsing.

Het brengt immers opheffing van artikel 9, § 2, van het koninklijk besluit van 3 april 1929, zoals het is gewijzigd door het koninklijk besluit van 6 december 1954. Dat artikel 9, § 2, handelde over de preventieve schorsing.

.../...

Uit de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen blijkt, dat deze opheffing op een vergissing berust.

Bedoelde bepaling behoort dus te worden opgenomen onder een artikel 8 quinquies, dat er rekening mede moet houden dat het ontwerp een nieuwe straf voorschrijft, met name het ontslag van ambtswege.

\+

\+ +

Artikel 9, tweede en derde lid, bepaalt, dat het regelingscomité de procedureregels bepaalt, die het in acht wil nemen. Over deze regeling moet, volgens het ontwerp, in voltallige vergadering van twintig leden worden beraadslaagd. Dit veronderstelt, dat de Nederlandssprekende en de Franssprekende afdelingen samen vergaderen en dat de tien leden van iedere afdeling aanwezig zijn.

Een vergadering van de twintig leden wordt onmogelijk wanneer bijvoorbeeld de vakbondorganisaties geen gemachtigden aanwijzen. De regeling die artikel 8, § 2, van het ontwerp voor dat geval treft, zou ook hier op haar plaats zijn.

.../...

De laatste twee leden van artikel 9 zouden worden opgenomen in een artikel 8 sexies.

+

+ +

Artikel 9, eerste lid, bepaalt dat vergoedingen voor reis- en verblijfkosten worden toegekend aan de verdediger, indien hij lid van de gerechtelijke politie of gemachtigde van een vakbondorganisatie is.

Volgens artikel 8, § 2, van het ontwerp, mag de verschijnende persoon zich doen bijstaan door een advocaat of door een lid van de gerechtelijke politie bij de parketten die in actieve dienst of gepensioneerd is.

Artikel 9 behoort hiermede in overeenstemming te worden gebracht.

De Raad van State stelt voor, de artikelen 8 en 9, die het eerste artikel van het ontwerp vormen, als volgt te lezen :

"Artikel 8.-

§ 1. Wanneer het regelingscomité in tuchtzaken zitting houdt, omvat het een Nederlandssprekende afdeling en een Franssprekende afdeling.

.../...

Elke afdeling wordt voorgezeten door een procureur-generaal van een ander rechtsgebied dan dat waarin de standplaats van de verschijnende persoon is gevestigd. De voorzitter is niet stemgerechtigd.

Buiten de voorzitter, bestaat elke afdeling uit tien leden, namelijk :

1° vijf magistraten, zijnde :

- in de Franssprekende afdeling :

  de procureur-generaal die de straf voorstelt, en de procureurs des Konings bij de rechtbanken van eerste aanleg te Brussel, te Luik, te Charleroi en te Bergen. Is de standplaats van de verschijnende persoon gevestigd in de provincie Namen, dan vervangt de procureur des Konings te Namen die te Charleroi;

- in de Nederlandssprekende afdeling :

  de procureur-generaal die de straf voorstelt, en de procureurs des Konings bij de rechtbanken van eerste aanleg te Antwerpen, te Brugge, te Brussel en te Gent. Is de standplaats van de

.../...

verschijnende persoon gevestigd in Limburg, dan wordt de procureur des Konings te Brugge vervangen door de procureur des Konings van het arrondissement waarin de verschijnende zijn standplaats heeft;

2° vijf leden die de hoedanigheid hebben van officier, of vijf leden die de hoedanigheid hebben van inspecteur van de gerechtelijke politie bij de parketten.

De leden-officieren houden zitting wanneer de verschijnende persoon officier, laboratoriumchef of chef van de radiotechnische dienst is.

De leden-inspecteurs houden zitting wanneer de verschijnende persoon behoort tot de categorie der agenten, of eerstaanwezend laboratoriumoperateur of laboratoriumoperateur is.

§ 2. De in § 1, 2°, bedoelde leden worden aangewezen door de vakbondorganisaties van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, vertegenwoordigd in de syndicale raad van advies van de gerechtelijke politie bij de parketten, naar evenredigheid van hun vertegenwoordiging in deze raad.

../...

De door de vakbondorganisaties aangewezen leden moeten door de Minister erkend zijn. Deze kan de erkenning weigeren, na het advies te hebben ingewonnen van de syndicale raad van advies van de gerechtelijke politie bij de parketten.

Het mandaat van de door de vakbondorganisaties aangewezen leden verstrijkt drie maanden na de installatie van de syndicale raad van advies van de gerechtelijke politie bij de parketten.

§ 3. De leden van het regelingscomité hebben elk een of meer plaatsvervangers.

De plaatsvervangers van de magistraten worden, op de voordracht van de procureurs-generaal bij de hoven van beroep, door de Minister van Justitie aangewezen onder de leden van de parketten van elk hof van beroep en van elke der in § 1, 1°, genoemde rechtbanken van eerste aanleg.

De plaatsvervangers van de officieren en inspecteurs van de gerechtelijke politie worden aangewezen op dezelfde wijze als de werkende leden.

§ 4. In iedere afdeling is er een secretaris-verslaggever. Hij is niet stemgerechtigd.

Hij wordt in elke zaak door de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel onde de leden van zijn parket aangewezen.

.../...

Artikel 8bis.-

Vraagt de betrokkene om door het regelingscomité te worden gehoord, dan maakt de procureur-generaal de zaak aanhangig bij die afdeling van het comité welke overeenkomt met de taalrol van de betrokkene. Hij doet het volledig dossier van de zaak en het administratief dossier dat bij de gerechtelijke politie berust, aan die afdeling toekomen.

De dossiers worden ter beschikking van betrokkene en van zijn verdediger gehouden gedurende tenminste acht werkdagen op plaats, data en uur bepaald in het huishoudelijk reglement.

De betrokkene verschijnt in persoon. Hij kan zich laten bijstaan door een advocaat of een lid van de gerechtelijke politie bij de parketten die in actieve dienst of gepensioneerd is. Is de verdediger lid van de gerechtelijke politie in actieve dienst, dan mag hij, hoe dan ook, tot geen van beide afdelingen behoren.

Onthoudt de behoorlijk opgeroepen betrokkene zich zonder geldige reden ervan te verschijnen, dan beschouwt de afdeling die zaak als haar onttrokken en zendt zij de dossiers aan de Minister van Justitie.

Artikel 8ter.-

De afdelingen houden op geldige wijze zitting wanneer, na behoorlijke oproeping, ten minste zes leden aanwezig zijn.

.../...

Zij mogen evenwel, ongeacht het aantal aanwezige leden, zitting houden, wanneer de vakbondorganisaties hun gemachtigden niet hebben aangewezen binnen een maand na de datum van de hun toegezonden uitnodiging.

Artikel 8quater.-

§ 1.- De afdeling waarbij de zaak aanhangig is gemaakt, stemt over de vraag of de verschijnende persoon al dan niet schuldig is. Die stemming is geheim.

Indien de afdeling niet oordeelt dat betrokkene schuldig is, of bij staking van stemmen, doet de voorzitter de notulen van de vergadering samen met de dossiers betreffende de zaak aan de Minister van Justitie toekomen.

Oordeelt de afdeling dat betrokkene schuldig is, dan wordt over de hem op te leggen tuchtstraf gestemd. Het uitgebrachte advies wordt gemotiveerd.

Het vermeldt met hoeveel stemmen de uitslag is verkregen.

Is het regelingscomité samengesteld uit een even aantal leden en spreekt de helft van zijn leden zich uit voor een tuchtstraf en de andere voor één of meer andere tuchtstraffen, dan vermeldt het advies het aantal stemmen waarbij elk van de tuchtstraffen werd voorgesteld.

.../...

De voorzitter zendt het gemotiveerd advies en de dossiers betreffende de zaak aan de Minister van Justitie.

§ 2. De verschijnende persoon en zijn verdediger mogen in het Ministerie van Justitie inzage nemen van het uitgebracht advies.

De Koning of de Minister van Justitie, naar gelang van het geval, motiveert elke beslissing die niet overeenstemt met het uitgebracht advies; aan de voorzitter van de afdeling die het advies heeft uitgebracht, wordt een afschrift van het koninklijk besluit of van het ministerieel besluit gezonden.

Artikel 8quinquies.-

De gerechtelijk officier of agent die onder strafvervolging of tuchtonderzoek staat, kan, bij ordemaatregel, voorlopig in zijn ambt worden geschorst. Voorlopige schorsing is geen tuchtstraf.

Zij kan voor een termijn van één maand uitgesproken worden door de Minister van Justitie of door de procureur-generaal. Zij kan, op een met redenen omkleed advies van de procureur-generaal, door de Minister van Justitie verlengd worden. Duurt de schorsing echter langer dan drie maanden, dan wint de Minister van Justitie het met redenen omkleed advies in van het regelingscomité der gerechtelijke politie, zitting houdend zoals in tuchtzaken.

Tot algehele of gedeeltelijke schorsing van de uitbetaling der wedde leidt de voorlopige schorsing alleen, indien de Minister van Justitie aldus beslist. Schorsing

.../...

van uitbetaling der wedde mag drie maanden niet overschrijden, zonder dat het advies is gevraagd van het regelingscomité, zitting houdend zoals in tuchtzaken.

Indien de afzetting of het ontslag van ambtswege wordt uitgesproken wegens feiten die de voorlopige schorsing hebben gerechtvaardigd, zijn de wedden welker uitbetaling geschorst werd niet meer verschuldigd. Indien de voorlopige schorsing omgezet wordt in de tuchtstraf der schorsing of indien een andere tuchtstraf uitgesproken wordt, dan is de wedde niet verschuldigd voor de periode van de voorlopige schorsing die overeenstemt met de duur van de inhouding der wedde welke het gevolg is van de tuchtstraf.

Artikel 8sexies.-

Het regelingscomité bepaalt de procedureregels die het in acht wil nemen wanneer het over tuchtzaken zitting houdt en legt ze aan de Minister van Justitie ter goedkeuring voor.

Voor het bepalen van die regels komt het regelingscomité in voltallige vergadering van twintig leden bijeen. Het houdt evenwel, ongeacht het aantal aanwezige leden, zitting wanneer de vakbondorganisaties hun gemachtigden niet hebben aangewezen binnen een maand na de datum van de hun toegezonden uitnodiging.

.../...

Artikel 9.-

De voorzitter, de leden, de verdediger indien hij lid in actieve dienst of gepensioneerd lid van de gerechtelijke politie is, alsmede de verschijnende persoon indien hij van tuchtvervolging ontslagen wordt, ontvangen de volgens de reglementsbepalingen berekende vergoedingen voor reis- en verblijfkosten. Indien de verschijnende persoon niet van tuchtvervolging ontslagen wordt, mag hem alleen de vergoeding voor reiskosten worden toegekend ".

\+

\+ +

De artikelen 2 en 3 van het ontwerp kunnen beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 2.-

Artikel 2, 4°, eerste lid, van het besluit van de Regent van 30 mei 1949, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 januari 1956 en 21 februari 1956, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"het brengt advies uit in tuchtzaken wanneer de desbetreffende bepalingen dit advies voorschrijven".

Artikel 3.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekend gemaakt".

---

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

A.BERNARD, assesseurs de la section de législation,
J.LIMPENS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. W.VAN ASSCHE, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.W.VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J.SUETENS.